

N'DONGO REVIENT

Spectacle présenté au Théâtre de Carouge en collaboration avec les Associés de l'Ombre

Salle Gérard-Carrat
57, rue Ancienne, Carouge

du 29 avril au 24 mai 2006

<i>N'Dongo revient</i> de Dominique Ziegler	page	2
Noir humour	page	2
Sous pression	page	5
N'Dongo : les échos	page	5
Il existe un pays	page	6

Contact presse Théâtre de Carouge Bertrand Tappolet Portable + 41 (0) 79 517 09 47 Tél. + 41 (0) 22 343 25 55 Fax + 41 (0) 22 342 87 95 E-Mail: btappolet@tcag.ch	Contact Service billetterie Théâtre de Carouge Nathalie Lelièvre Tél. + 41 (0) 22 343 43 43 Fax + 41 (0) 22 342 87 95 E-Mail: nlelievre@tcag.ch
--	---

N'DONGO REVIENT

de Dominique Ziegler

Mise en scène Dominique Ziegler
Avec David Valère (Mamadou N'Dongo)
et Daniel Vouillamoz (le Président Blanc).

Du 29 avril au 24 mai 2006 (en alternance avec *Opération Métastases*)
Salle Gérard-Carrat

Dans *N'Dongo revient*, Le président très peu démocratique d'un beau pays africain, Mamadou N'Dongo, vient retrouver le Président Blanc, élu là la tête d'un grand pays d'Europe. L'accueil est protocolairement chaleureux — les intérêts en jeu sont importants —, et les cadeaux simples et somptueux. Arrivent alors les problèmes à régler, de part et d'autre. L'un est en chute libre dans les sondages, notamment en raison de la caution qu'il apporte au nom de son pays à cette fripouille que la communauté internationale réprouve. L'autre est surtout menacé par une rébellion qui s'est emparée du tiers du pays... et il soupçonne la principale entreprise pétrolière du pays du Président Blanc d'être le commanditaire des rebelles.

Sous les sourires perce la malhonnêteté à l'échelle continentale de ces deux dignes canailles qui s'affrontent avec tous les accents de sincérité exigés par le Journal de 20 h.

Cette simple comédie a quelque chose d'une fable moqueuse de La Fontaine, celle qui commence par "la démocratie du plus fort est toujours la meilleure..."

Il va sans dire que toute ressemblance avec les faits, gestes, procès et scandales agitant régulièrement un pays qui nous est proche, ne serait qu'une regrettable et cocasse coïncidence et nous ferait bien rire.

N'DONGO : LE RETOUR

N'Dongo revient raconte la visite officielle d'un dictateur africain au président d'une grande puissance européenne, son principal soutien politique en Occident, sortes de Tartuffes contemporains. Utilisant l'arme du rire, Dominique Ziegler analyse au vitriol un demi-siècle de relations incestueuses entre démocraties occidentales donneuses de leçons en matière de droits de l'homme et dictatures bafouant ces mêmes droits pour le plus grand profit des unes et des autres. Un texte plus que jamais d'actualité. Ou comment tenter d'éveiller les consciences par l'humour et la dérision. Ziegler revendique comme maîtres d'inspiration théâtral riens moins qu'un Molière métissé d'un humour à la Charlie Hebdo.

Cette pièce a connu un immense succès dès sa création à Genève en 2002, puis à Paris et en tournée.

NOIR HUMOUR

Entretien avec Dominique Ziegler, auteur et metteur en scène

Qu'explorez-vous dans *N'Dongo revient* ?

Dominique Ziegler : Cette pièce traite de politique internationale et des coulisses de la diplomatie. Dans cette comédie politique et satirique des relations France-Afrique, je tourne en dérision le problème du post ou néocolonialisme qui ne ménage aucun des Présidents de la V^e République (ni de Gaulle, ni Valérie Giscard d'Estaing, ni Mitterrand, ni Chirac). Avec cette double interrogation posée : comment se fait-il qu'un demi-siècle après la décolonisation, perdurent encore et toujours des dictatures extrêmement sanglantes et ubuesques dans les pays du continent africain ? Et pourquoi la France, patrie des droits de l'homme, soutient, dans le cas soulevé par la pièce, un régime autoritaire. On voit qu'il existe alors des interactions économiques et des amitiés dangereuses. Le propos est ici de tourner une réalité politique des rapports Nord-Sud à la farce mordante.

Pourquoi ce choix d'un huis clos traversé d'affrontements ?

D. Z. : En premier lieu, je pense qu'il n'existe pas de bonne pièce sans conflit. A ce titre, je trouve toujours très passionnante la confrontation de deux personnages ou de deux univers. Dans le cas de *N'Dongo revient*, c'est l'Afrique et l'Occident.

Un jeune auteur comme moi se doit également de penser à une écriture en termes d'économies de moyens et non sous l'angle d'une superproduction. Cette contrainte n'est d'ailleurs pas sans intérêt, car elle me permet de ramasser le propos. Il est sans doute plus aisé de créer une tension entre deux protagonistes que de faire une grosse production impliquant sans

doute davantage de psychologie. Il ne s'agit néanmoins pas là de la marque constante d'une écriture, puisque j'ai déjà écrit des pièces avec des distributions plus importantes.

Qu'est-ce qui vous amené à aborder la politique africaine de la France comme sujet de votre première pièce ?

D. Z. : Dans le cas de *N'Dongo revient* mon désir n'est de me cantonner à parler uniquement de manière basique et politique d'un thème. Je pense avant tout en termes de spectacle accessible où le spectateur se pose sur son siège et se retrouve « scotché » du début à la fin, qu'il s'y connaisse ou non en politique. À mes yeux, le théâtre contemporain souvent introspectif, voire poétique, se préoccupe beaucoup des problèmes psychologiques des Occidentaux. Contrairement à une idée répandue, il y a une vraie place et une demande du public pour le théâtre politique que pratiquait à leur manière un Shakespeare ou un Molière. J'ai pu d'ailleurs constater une prise de conscience de certains publics face au chantage et aux rapports de force qui prévalent dans les relations entre deux États africain et européen.

Pour l'écriture de son « Requiem pour Srebrenica », l'auteur et metteur en scène français Olivier Py était notamment parti de discours de François Mitterrand sur le conflit bosniaque. De même, on peut entendre les échos de discours de chefs d'Etat de la V^e République dans les propos du Président Blanc, leader européen dans votre pièce.

D. Z. : Il n'y pas de décalcomanie de discours présidentiels, mais une mémoire de propos lus ou entendus. Partant notamment des dires d'un dictateur aussi ubuesque et tyrannique que Mobutu qui conserva le pouvoir au Zaïre de 1965 à 1997, j'ai écrit un discours type de potentat africain. De même pour les tirades de l'homme d'Etat occidental, dont des sources sont précisément françaises. Comme matériau théâtral, il s'agit entre autres de résumés de mes lectures ou de ce que j'ai pu voir lors de mes séjours dans des Etats d'Afrique, c'est-à-dire des discours pompeux qui disent exactement le contraire de ce qui se passe réellement sur le terrain. A savoir, le tyran, qui dit être le Père de la Nation et diriger le pays d'une « main bienveillante », alors que tout le monde sait qu'il s'agit de pillages, de répression et d'assassinats organisés. Pareillement pour le Président Blanc rappelant les liens très forts unissant les deux continents, alors qu'il s'agit là aussi de complicité dans les rapines et de corruption afin de maintenir le pays sous tutelle et lui voler ainsi ses richesses nationales.

Il est vrai que je me suis néanmoins beaucoup inspiré d'un documentaire intitulé « Mobutu, roi du Zaïre », où l'on voit Chirac recevoir Mobutu Sese Seko, scène que j'ai retenue pour l'ouverture de *N'Dongo revient*. Le Premier Ministre et futur Président de la République reçoit avec les plus grands honneurs et une franche camaraderie le leader zaïrois et lui fait une accolade, comme s'il s'agissait d'un vieux compagnon. Puis, devant la caméra, celui qui fut également deux fois Ministre de l'Intérieur fait le panégyrique de Mobutu, vantant ses mérites et sa politique. Sans transposer ses dires, j'ai retranscrit l'esprit de cette rencontre. Dans la pièce on voit ce qui n'est pas dévoilé dans le documentaire, les coulisses où j'ai imaginé ce qui pourrait se dérouler entre de deux hommes d'Etat, me basant sur ce que je sais des relations entre la France et l'Afrique.

Comment avez-vous conçu le Président Mamadou N'Dongo ?

D. Z. : Ce personnage est une synthèse de plusieurs leaders africains, tels que Sassoun Guesso du Congo, Gnassingbé Eyadéma du Togo, Omar Bongo du Gabon, Paul Biya du Cameroun, Charles Taylor du Libéria, Blaise Compaoré du Burkina Faso et Jean-Bedel Bokassa de République Centrafricaine. N'Dongo concentre plusieurs traits de caractères appartenant à ces différents potentats. Il a la brutalité d'Eyadema, la roublardise de Mobutu, le côté liens privilégiés avec des multinationales, comme Elf, de Bongo et de Sassoun Guesso, la mégalomanie de Bokassa. Cette figure haute en couleurs est vraiment un mélange de plusieurs dictateurs du continent africain.

Si le Président Blanc est plus directement et essentiellement inspiré de Jacques Chirac, c'est que cette homme politique est par son rôle au carrefour depuis près d'un demi-siècle des politiques de secret et d'impunité. Il est l'homme d'Etat qui

est le plus monté au créneau dans le soutien des dictateurs africains. C'est d'ailleurs une très vieille tradition de Chirac et du RPR de soutenir les régimes autoritaires en Afrique. Mais, j'y ai mis également du Mitterrand, du Pompidou, du Giscard d'Estaing et du de Gaulle dans l'esprit. De Gaulle est en effet l'artisan, par le biais de son éminence grise Jacques Foccart (mort en 1997) de la politique extérieure africaine de la France.

François Mitterrand a constitué une déception terrible pour nombre d'Africains. Beaucoup pensait que le rapport néo-colonial que je décris dans la pièce allait changer, lors de l'arrivée au pouvoir de l'ancien Ministre sous Vichy et chef du PS. Or, sous le règne de Mitterrand (1981-1986 et 1988-1993), la politique de pillage et de soutien aux dictateurs s'est poursuivie avec son propre fils-émisnaire Jean-Christophe Mitterrand en « aiguillon » des lobbies économiques, militaires et politiques.

Avec *N'Dongo revient*, vous avez trouvé un biais très heureux et très efficace pour parler d'une horreur contemporaine. Où puisez-vous cette manière comique de traiter des sujets si graves et pourtant si peu abordés au théâtre?

D. Z. : Cette forme d'humour vient de la bande dessinée, de l'irrespect et de la dérision envers le pouvoir tels qu'on les trouve chez Reiser, Vuillemin et toute l'équipe de *Hara Kiri* et de *Charlie Hebdo*. Dans un autre registre d'insoumission créative, j'aime beaucoup Boris Vian.

Pourquoi vos deux personnages sont-ils tous deux présidents?

D. Z. : Parmi les choses qui me choquent, il y a cette curieuse rédemption institutionnelle qui permet que lorsqu'une crapule, bonne pour la prison, parvient à devenir Président, il bénéficie soudain d'une virginité miraculeuse. L'exemple de Sharon, criminel de guerre devenu premier ministre, est attristant. Celui de Jacques Chirac, qui est un voleur, est terriblement édifiant aussi, et ainsi de suite. Sans parler de Bush Jr, dont la simple existence ébranle jusqu'au concept même d'humanité. Il existe un réflexe mystérieux dans la conscience des gens qui savent très bien quel est le passé du candidat, quelle est sa nature, et qui semblent l'oublier quand il devient le chef (même au mépris de la démocratie, comme ce fut le cas pour Bush). Je voulais aussi parler du respect manifesté envers ces crapules, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de dictateurs qui massacrent leur peuple. Cette révolte intérieure m'a donné envie de mettre à mal la fonction présidentielle, en montrant un président blanc et un président noir, pleins de leur importance et dont les rapports se dégradent, affectant leur tenue tant physique que morale.

À Paris, vous avez atteint un public directement concerné ?

D. Z. : Tous les soirs, nous avons des rencontres passionnantes, aussi bien de la part des Français que parmi la population africaine en exil. À Paris, l'opposition togolaise est venue massivement voir le spectacle. Evidemment, que peut-on dire encore du président-général Eyadema, qui fête cette année trente-huit ans de règne sanguinaire sur le Togo? Arrivé au pouvoir par la force, avec le soutien de la France, son activité politique repose sur deux axes: le pillage des richesses et l'élimination d'opposants. Régulièrement dénoncé par Amnesty International, la Ligue internationale des droits de l'homme, accusé de fraude électorale par la Fondation Jimmy Carter et par l'Union européenne, Eyadema est un ami intime de Jacques Chirac à qui il a encore rendu visite à l'Elysée en mars 2004, ainsi qu'à de nombreux hommes politiques et hommes d'affaires occidentaux. Nous avons rencontré des Togolais marqué par la torture, la souffrance de l'exil. Ces gens nous ont fait l'honneur de nous remercier de notre soutien sur leur site internet, ce que je considère comme le plus bel hommage à ma pièce, bien plus que la reconnaissance médiatique. Une jeune fille franco-togolaise d'une vingtaine d'année, ayant passé toute sa vie à Paris m'a abordé à la fin d'une représentation, les larmes aux yeux en me disant que ce n'était que très récemment qu'elle se rendait compte de l'ampleur du drame togolais et que la pièce avait contribué à cette prise de conscience. Des ressortissants d'autres pays dictatoriaux sont venus voir la pièce et il s'est passé très souvent la chose suivante: chacun était persuadé que j'avais abordé le cas particulier de son pays et de son dictateur. Les Congolais me disaient: «vous avez parlé de chez nous!». Puis j'avais droit à la même remarque de la part des Gabonais, des Tchadiens ou des Angolais! Beaucoup de médias africains basés en France se sont intéressés au spectacle, certains journalistes

profitant de mes propos peu diplomatiques sur le soutien de la France aux dictatures africaines, pour exprimer indirectement leur opinion, chose que le devoir de réserve et la nature des financements de leur média leur interdit.

À Genève, plusieurs diplomates des régimes totalitaires que je dénonce dans la pièce ainsi que des membres de la famille Bokassa - l'ancien dictateur de Centrafrique - sont venus voir la pièce et l'ont, semble-t-il, grandement appréciée! Un diplomate d'un pays africain dictatorial m'a même dit: «C'est une pièce de salubrité publique!» C'était pourtant des gens de leur camp dont je me moque dans la pièce! Je me suis longuement interrogé sur les raisons de leur enthousiasme. J'émetts l'hypothèse suivante: *N'Dongo* n'est pas seul à être montré du doigt, il est le complice, l'ami et l'adversaire du président Blanc qui est tout aussi ridicule que lui, si ce n'est plus. Peut-être que de faire tomber le masque hypocrite du "grand démocrate blanc", du donneur de leçons occidental a éveillé chez ces personnes un sentiment de satisfaction. Ou peut-être sont-ils tout simplement fatigués eux aussi de la gabegie dans laquelle le totalitarisme sanguinaire plonge le continent africain depuis trop longtemps déjà.

SOUS PRESSION

Président Blanc (se levant désespéré) :

Bon sang, Mamadou. Essaie de comprendre la situation: je suis complètement fragilisé à l'intérieur de mon pays, ma politique est critiquée de toutes parts, mes concitoyens ne me font plus confiance, les gens de mon parti me trahissent les uns après les autres, j'ai les juges aux fesses et en plus de ça on m'accuse d'être le meilleur ami des dictateurs.

N'Dongo :

Tout de suite les grands mots!

Président Blanc (s'énervant) :

Tu veux voir comme je suis sous pression, hein, tu veux voir ?

(Il va à son bureau, prend des piles de papiers et revient les lire à haute voix devant N'Dongo) Fédération internationale des droits de l'homme: "cessez de soutenir le tyran N'Dongo". Comité contre la torture: "1 million de disparus en 30 ans, ça suffit. Stoppez les crédits à N'Dongo". Terre des Hommes: "quatre millions d'enfants sous-alimentés grâce aux bons soins de votre ami N'Dongo." Commission internationale des juristes: "N'Dongo bafoue tous les articles des droits de l'homme grâce à votre soutien." Amnesty International"... – tiens, il me semblait qu'il y en avait plus, (il balaie la salle du regard) ah voilà (il va à son bureau, prend la pile de papiers qui cale le pied de sa table et revient à N'Dongo.) Amnesty International : "Monsieur le Président, veuillez transmettre au Président N'Dongo les pétitions ci-jointes pour la libération de tous les prisonniers politiques." (Il met toutes les feuilles sur les genoux de N'Dongo qui tourne la tête en faisant la moue.) Voilà. Je te transmets. C'est bon. T'as lu. (Il reprend le tas et le replace sous le pied de la table.) Tu commences à comprendre ce qui se passe, dis?

N'Dongo (un temps) :

La situation est complexe mais pas désespérée.

Le Président Blanc et Le Président Mamadou N'Dongo, in : *N'Dongo revient*

N'DONGO : LES ÉCHOS

Une satire mordante qui évite toute pédagogie bien-pensante.
Libération

Le public en redemande.

Le Canard enchaîné

Insolent, rapide, irrespectueux. Une vision sans illusion du post-colonialisme.

Frankfurter Allgemeine Zeitungen

On rit de ces Tartuffes modernes, mais surtout l'humour dévastateur de l'auteur dévoile leur monstruosité.

Afrique Asie

Une farce dans la meilleure tradition.

Politis

Dialogues ciselés, humour redoutable : à des années-lumières des introspections poétiques qui forment le gros de l'édition théâtrale francophone.

Le Temps

Une machine théâtrale implacable. De la première à la dernière minute : une tension permanente et une force comique qui ne faiblit pas.

Le Courrier International

Une pièce politique vitriolée qui parvient à divertir sans bêtifier.

Le Courrier de Genève

IL EXISTE UN PAYS

Il existe un pays où, depuis son palais, le chef de l'État recrute librement des mercenaires et pilote des guerres civiles sur un autre continent.

Il existe un pays qui attise les conflits ethniques et déverse des armes sur des régions à feu et à sang, pour rester maître du seul vrai pouvoir : l'argent.

Il existe un pays qui, pour défendre ses intérêts, autorise ses services spéciaux à s'allier, en terre étrangère, avec les réseaux mafieux et les milices d'extrême droite.

Il existe un pays où un candidat à l'élection présidentielle, deux fois ministre de l'Intérieur, peut s'appuyer, en toute impunité, sur les circuits des casinos et des ventes d'armes.

Il existe un pays qui, loin de ses frontières, truque des élections et couvre l'assassinat de ses propres coopérants.

Ce pays, c'est la France. Le continent humilié, c'est l'Afrique ...

Néocolonialisme

Selon un sondage publié en mai 1999, deux Français sur trois estiment que Jacques Chirac est « le président de tous les Français » et jugent son bilan « dans l'ensemble plutôt positif ». Il est donc incontestablement légitime.

Pourtant, il reste la principale tête de réseau de la Françafrique, dont les ingérences ont fait le drame du Congo-Brazzaville, ont concouru à la tragédie de la région des Grands Lacs et en attisent les conflits. Comme elles l'ont fait en Guinée-Bissau et en Sierra Leone. Comme elles le font en Angola. Cette Françafrique continue de coloniser le Gabon, le Tchad, les Comores, Djibouti.. Jacques Chirac veut faire croire à la légitimité de la dictature togolaise. Il s'en va au Cameroun relégitimer un régime autocratique et prédateur...

La France officielle n'a cessé d'explicitement un message : elle ne considère pas ses ex-colonies d'Afrique subsaharienne comme des États vraiment indépendants, ce sont pour elle des zones de non-droit, hors la loi. Elle considère légitime d'y intervenir à tort et à travers, par mercenaires, barbouzes ou Elf interposés.

François-Xavier Verschave, *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2000, rééd 2004.

Économiste, François-Xavier Verschave présida l'association *Survie*, qui œuvre à de nouvelles relations franco-africaines n'a cessé de réfuter les thèses selon lesquelles le désastre actuel de tout un continent est imputable aux Africains eux-mêmes et les errements du colonialisme appartiennent au passé. En réalité tout continue : les liens de l'extrême droite avec les mercenaires en tout genre et les services de sécurité des pires tyrans locaux ; l'importance de la Grande Loge Nationale Française, à laquelle sont affiliés tous les chefs d'Etat de la Françafrique ; la force des réseaux financiero-barbouzards ; les rôles personnels de Jacques Chirac, au cœur depuis quarante ans des politiques de secret et d'impunité. Il avance qu'il faut en finir avec de prétendues fatalités, comme, en France, l'asservissement de la tolérance générale face aux mécanismes autoritaires de la « raison d'État ».